

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

GATS/EL/131¹
30 août 2004

(04-3591)

Commerce des services

ALBANIE

Liste finale d'exemptions de l'article II (NPF)

(Seul le texte anglais fait foi)

¹ La Liste finale d'exemptions de l'article II (NPF) de l'Albanie a été jointe par erreur à la Liste d'engagements spécifiques de l'Albanie figurant dans le document GATS/SC/131, daté du 22 novembre 2000. Elle est maintenant reproduite dans un document distinct.

ALBANIE – LISTE D'EXEMPTIONS DE L'ARTICLE II (NPF)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Transport routier; voyageurs et marchandises	Dispositions d'accords bilatéraux ou plurilatéraux existants ou futurs concernant le transport routier international (y compris le transport combiné route/rail) réservant ou limitant la fourniture d'un service de transport à destination du territoire de la République d'Albanie, dans ce territoire, à travers ce territoire et à sa sortie vers les parties contractantes aux véhicules enregistrés dans chaque partie contractante	Tous les pays avec lesquels l'Albanie a conclu un accord bilatéral ou plurilatéral sur le transport routier: Grèce, Italie, ex-République yougoslave de Macédoine, Turquie, Slovénie, Croatie, Suède, Allemagne, Russie, Suisse, France, Danemark, Royaume-Uni, Pays-Bas, Pologne, Bulgarie et Hongrie	Indéterminée	L'exemption est rendue nécessaire par les caractéristiques des services de transport routier de la région.
Vente et commercialisation des services de transport aérien et systèmes de réservation informatisés	Accès préférentiel au marché résultant d'accords bilatéraux sur le transport aérien	Tous les pays avec lesquels l'Albanie a conclu un accord bilatéral sur le transport aérien: Hongrie, Chine, Grèce, Turquie, Roumanie, Suisse, Pakistan, Bulgarie, Allemagne, Slovénie, Italie, Autriche, ex-République yougoslave de Macédoine, Russie, Royaume-Uni, Croatie, Égypte, Yougoslavie, Pays-Bas	Indéterminée	Dispositions réciproques concernant la fourniture de services de transport aérien résultant d'accords bilatéraux sur le transport aérien.
Services audiovisuels - Production et distribution d'œuvres audiovisuelles par la radiodiffusion ou d'autres formes de transmission au public	Mesures qui définissent les œuvres d'origine européenne de manière à accorder le traitement national aux œuvres audiovisuelles qui remplissent certains critères linguistiques et d'origine concernant l'accès à la radiodiffusion ou à des formes similaires de transmission	Les parties à la Convention européenne sur la télévision transfrontières et les autres pays européens avec lesquels un accord peut être conclu	Indéterminée. L'exemption n'est nécessaire, pour certains pays, que jusqu'à la conclusion ou la pleine mise en œuvre d'un accord d'intégration économique.	Ces mesures ont pour objectif, dans ce secteur, de promouvoir les valeurs culturelles tant parmi les États membres de la CE qu'avec d'autres pays d'Europe et d'atteindre certains objectifs de politique linguistique.
Services audiovisuels - Production et distribution d'œuvres cinématographiques et de programmes de télévision	Mesures fondées sur des accords-cadres de gouvernement à gouvernement concernant la coproduction d'œuvres audiovisuelles, qui octroient le traitement national aux œuvres audiovisuelles visées par ces accords, en particulier pour ce qui est de la distribution et de l'accès à un financement	Tous les pays avec lesquels une coopération culturelle peut être souhaitable	Indéterminée	Le but de ces accords est de promouvoir les liens culturels entre les pays concernés.

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Services audiovisuels - Production et distribution de programmes de télévision et d'œuvres cinématographiques	Mesures ayant pour effet d'accorder la possibilité de bénéficier de programmes d'aide (par exemple le Plan d'action pour une télévision de progrès, MEDIA ou EURIMAGES) aux œuvres audiovisuelles et aux fournisseurs de ces œuvres qui remplissent certains critères leur conférant l'origine européenne	Pays d'Europe	Indéterminée. L'exemption n'est nécessaire, pour certains pays, que jusqu'à la conclusion ou la pleine mise en œuvre d'un accord d'intégration économique.	Le but de ces programmes est de préserver et de promouvoir l'identité régionale des pays européens unis par des liens culturels de longue date.